Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 9 octobre 2026

OUVERTURE DE SÉANCE

Karine DUVAL
Présidente du groupe
Conseillère départementale, canton de Cherbourg-en-Cotentin 2
au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Donc… nous retrouvons ce matin notre Président agacé. Et… nous pouvons le comprendre. Parce que oui, la situation des finances publiques nationales est extrêmement préoccupante. La dette publique atteint aujourd'hui près de 3 600 milliards d'euros. Plus de 119 % de notre PIB. Mais je crois qu'il faut aussi regarder ce que cette situation produit, concrètement, pour les collectivités. Et particulièrement pour les Départements.

Moins de recettes… mais toujours plus de responsabilités.

En 2014, les Départements percevaient près de 11,8 milliards d'euros de Dotation Globale de Fonctionnement. Aujourd'hui, c'est autour de 8,3 milliards. Près de 30 % de baisse. Et pendant ce temps… les responsabilités, elles, n'ont pas diminué. Toujours plus

de solidarité. Toujours plus d'accompagnement. Toujours plus de protection.

Et cette question, nous la retrouvons aussi dans l'Éducation nationale : des missions qui évoluent, des attentes qui augmentent, et des agents qui doivent continuer à répondre aux besoins, parfois avec des marges de manœuvre qui se réduisent. Ce n'est pas une plainte. C'est simplement une question que cela doit nous poser : comment voulons-nous exercer nos missions, et avec quels moyens ?

Alors oui… nous savons que les collectivités doivent prendre leur part de l'effort. Mais elles ont aussi besoin de visibilité, de stabilité et de moyens pour exercer les missions qui leur sont confiées.

Faire des économies ?

La vraie question, c'est : Où ? Comment ? Et surtout… pour préserver quoi ?

Parce qu'une économie n'est jamais neutre. Derrière une économie, il peut y avoir un service en moins. Un accompagnement en moins. Une réponse en moins pour un habitant. Et c'est bien de choix politiques dont nous devons parler aujourd'hui. Pour notre part… au-delà de la colère… il y a surtout de l'inquiétude. Et même une très grande inquiétude.

Le monde change.

En ce début octobre… depuis notre session de début juillet… nous avons changé de monde. Oh, rien de tout cela n'était vraiment

imprévisible. Mais lorsque les effets du dérèglement climatique deviennent à ce point visibles… concrets… quotidiens… la prise de conscience est forcément différente.

Début juillet, nous sortions de deux épisodes de canicule. Des records de chaleur. Une situation devenue difficile, parfois invivable… même ici, dans la Manche. Puis l'été s'est poursuivi… sécheresse, incendies, épisodes de chaleur. Nous quittions un hiver marqué par une tempête exceptionnelle et d'importantes inondations.

Tout cela, nous l'avons vécu.

Et derrière ces bouleversements, ce sont aussi des inquiétudes très concrètes : le coût de l'énergie, l'accès aux services publics, les mobilités, le logement, la santé, l'avenir de nos jeunes.

Alors, quel Département voulons-nous être dans ce monde qui change ?

Pour nous, la réponse tient en une affirmation et cinq axes.

D'ailleurs, nous sommes heureux de vous entendre ce matin nous rejoindre sur ce qui était au cœur de notre analyse et de nos propositions en cette rentrée 2026. Oui, nous l'affirmons :

Le Conseil départemental doit être la collectivité qui protège.

1- PROTÉGER

Protéger les personnes les plus vulnérables. Protéger notre environnement et nos ressources. Protéger nos services

publics. Protéger notre qualité de vie. Et protéger aussi ce qui fait vivre notre démocratie.

2- ANTICIPER

Anticiper, c'est agir avant que les crises ne deviennent des urgences. C'est préparer les transformations plutôt que les subir.

3- PROTÉGER CEUX QUI PROTÈGENT

Les sapeurs-pompiers, bien sûr. Mais aussi nos agents, et toutes celles et ceux qui font vivre concrètement nos politiques publiques. On ne peut pas leur demander toujours plus sans leur donner les moyens humains, matériels et sociaux d'accomplir leurs missions.

4- GARANTIR L'ÉGALITÉ

L'égalité d'accès aux soins, au logement, aux mobilités, à l'éducation, aux services publics et à la solidarité. Quel que soit l'endroit où l'on habite dans la Manche, chacun doit pouvoir bénéficier de la même attention et des mêmes droits.

5- ALLER VERS

Aller vers les territoires. Les écouter. Comprendre leurs réalités. Construire avec eux. Parce que nos territoires sont différents. Mais derrière leurs différences, il y a des besoins fondamentaux qui se retrouvent : pouvoir vivre, travailler, se déplacer, se soigner, se loger et préparer l'avenir.

C’est cette écoute active qui doit permettre au Département de jouer pleinement son rôle de collectivité solidaire, mais aussi d’ensemblier des politiques publiques.

Finalement, l’ordre du jour de cette séance nous donne l’occasion de vérifier très concrètement ce que ces cinq axes veulent dire.

Protéger, avec les politiques de prévention, de protection de l’enfance, mais aussi avec notre soutien aux sapeurs-pompiers.

Anticiper, avec nos politiques environnementales, énergétiques, mais aussi avec les choix que nous faisons pour l’avenir de nos territoires.

Protéger ceux qui protègent, en donnant à nos agents et à ceux qui assurent les missions essentielles les moyens d’agir.

Garantir l’égalité, à travers l’action sociale, le logement, l’accès aux services et l’accompagnement des territoires.

Et enfin, *aller vers* : parce que l’attractivité d’un département ne se décrète pas depuis Saint-Lô. Elle se construit avec les territoires, avec leurs habitants, avec leurs acteurs.

Ces cinq axes ne sont pas une nouvelle déclaration de principe. Ils prolongent les urgences que nous portons depuis le début de ce mandat. Aujourd’hui… ces urgences prennent une autre dimension.

Le dérèglement climatique, les tensions géopolitiques, le coût de l’énergie, les fragilités sociales… tout cela nous oblige à regarder

autrement les choix que nous faisons. Notre ruralité a besoin d'être accompagnée, protégée et rendue plus résiliente.

Le contexte s'impose à nous. **Mais… il ne décide pas à notre place.**

Il nous appartient de savoir ce que nous voulons. Ce que nous pouvons faire. Et surtout… ce que nous devons faire.

Qu'est-ce que nous voulons continuer à protéger ?

Et c'est là que nous voulons aujourd'hui vous interpeller. Pas pour prétendre avoir toutes les réponses. **Mais pour savoir… quels choix vous comptez faire.**

- Quand nous parlons de **finances** : qu'allez-vous protéger ?
- Quand nous parlons des **agents** : quels moyens donnerez-vous à ceux qui mettent en œuvre nos politiques publiques ?
- Quand nous parlons des **sapeurs-pompiers** : quelle ambition avez-vous pour leur financement demain ?
- Quand nous parlons d'**attractivité** : comment faites-vous pour que chaque territoire de la Manche puisse vivre, travailler, se soigner et se déplacer ?
- Quand nous parlons d'économies : que préserverez-vous ?

Si nous ne pouvons pas tout faire, nous pouvons choisir. Ces choix doivent dire **quel avenir nous voulons pour la Manche.**

Nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses. Mais nous avons une conviction : **Dans un monde qui devient plus incertain… le Département doit être un point d'appui.**

Un point d'appui pour les habitants. Pour les territoires. Pour les services publics. Pour ceux qui protègent. Et pour préparer l'avenir.

* *

*

L'avenir, c'est justement le sujet d'inquiétude des jeunes et je ne peux terminer ces propos sans évoquer le mouvement des lycéens et étudiants. Il faut regarder au-delà des actes violents et s'attacher à ce que nous dit notre jeunesse…

Ceux qui se mobilisent aujourd'hui n'ont connu qu'une succession de crises. Dans leurs études, ils doivent composer avec un bac en contrôle continue illisible, avec parcoursup anxiogène, des professeurs non remplacés, une diminution des personnels dans les établissements, des réformes difficiles à mettre en œuvre en particulier dans la filière professionnelle… Ils vivent l'angoisse du dérèglement climatique, de la guerre aux portes de l'Europe… d'une tension globale du monde avec la montée des extrémismes identitaires… La jeunesse voit combien leurs parents doivent se démener pour s'en sortir au quotidien… constate, tous les jours, qu'avoir un travail ne suffit pas toujours…

Dans ce contexte, rien d'étonnant à que cette jeunesse demande des comptes, demande… là aussi, à être mieux protégée, mieux accompagnée, mieux préparée. Le choc démographique va faire reposer encore plus l'avenir de notre modèle de société sur les

jeunes. Prioriser la jeunesse devrait être une évidence. Passer des paroles aux actes, voilà ce qu'ils attendent légitimement.

Je vous remercie.

* *

*